

## **CONTRE LA LAICITE : stratégie présidentielle et enjeu politique...**

**« L'Etat n'est ni religieux ni irreligieux : il est a-religieux »**

Aristide BRIAND

Tel est l'enjeu , aujourd'hui... **car c'est ce principe essentiel de séparation DES églises** ( de toutes les églises...) **et de l'Etat, porté par l'esprit et par la lettre des 2 premiers articles de la loi de 1905 , que le Président de la République est en train d'effacer** dans ses discours et communiqués récurrents sur l'importance et le rôle historique, politique et social des religions , sur la nécessité de leur faire une place essentielle dans l'espace public, sur l'imposition de l'idée de laïcité comprise comme la « reconnaissance » des religions et l'organisation de leur place, de leur fonction, de leur fonctionnement dans cet espace public...

Tel est l'enjeu... **Et il est POLITIQUE, au sens premier du terme.**

**Et il est porté par une question implicite posée par les textes présidentiels :** « comment assurer le retour des églises dans l'espace public- aujourd'hui laïque- de la République pour leur donner les moyens d'agir SUR cet espace public sans que les défenseurs de la laïcité ne puissent s'y opposer, sans que la sensibilité laïque du peuple de France ne soit réveillée, sans que ne s'organise une opposition insurmontable ? »

Ce sont **la permanence** du thème, **la récurrence** des termes, **la force d'intervention** déployée et **sa rapidité** qui font, d'abord, sens. **Ici aussi**, le Président ouvre « **un nouveau chantier** », celui du toilettage de la loi de 1905, en même temps qu'il ouvre tous les autres chantiers « des réformes », « des ruptures »...occupant ainsi tous les terrains, entremêlant toutes les questions, agissant sur tous les leviers à la fois...obligeant ainsi les forces d'opposition à s'entrecroiser, les contre-offensives à s'emmêler, les combats à se diluer. Tel défenseur de la laïcité, amer et indigné, va se retrouver avec tel autre sur ce terrain pour s'écarter de lui sur le terrain de la réorganisation du « marché du travail » ou celui, nécessaire, de la réduction de la dette publique ...*La confusion naît de l'accumulation*, et elle est voulue, et , en interpellant chacun sur des questions différentes et additionnées à la hâte, elle tisse le rideau de fumée qui enveloppe ainsi chaque débat et empêche la mise en action de la réplique...

En même temps, cette redondance du discours d'affaiblissement de la laïcité, cette réitération des références aux « racines chrétiennes »(incontestables , mais non uniques et souventes fois « arrachées »pour progresser ) de la France , cette insistance à rendre nécessaire la place et le rôle des religions dans la vie « démocratique » **créent un phénomène d'accoutumance que la caisse de résonance des média se charge d'amplifier** ...et d'autant plus que la tonalité des discours présidentiels, les exemples apportés, les réflexions suggérées, les projets esquissés **jouent dans le registre du « logique », « du juste traitement », « du compassionnel » à la mode** ....Qui refuserait « *la tolérance* » ? Qui ne voudrait pas que les fidèles de telle religion puissent prier en leurs locaux ? Qui nierait « *la transcendance* » d'une divinité « *rempart contre l'orgueil démesuré* (autocritique ? NDLR) *et la folie des hommes* » ?

**Mais il faut dire que, en cela, le personnel politique français, dans son ensemble, lui a fort bien balisé le terrain...**Car « *la laïcité positive* » du Président s'inscrit parfaitement dans le droit-fil de la « *laïcité de tolérance* » de Mme Royal, de la « *laïcité du 21<sup>ème</sup> siècle* » de Mme 1,94%, « *de la laïcité ouverte* » des différentes mouvances « gauchisantes » ou « verdissantes », de la « *laïcité modernisée, dépoussiérée.....* » évoquée par tous ceux qui veulent masquer leur intention pernicieuse de destruction de l'espace public laïque qui nous rassemble . **Et , au-delà des termes, la mise à disposition des ressources publiques pour la construction de lieux de culte ou de structures culturelles/cultuelles diverses, pour subventionner telle ou telle association confessionnelle sous les prétextes les plus divers, pour aider à l'organisation de telle ou telle initiative religieuse , anticipe les conséquences des paroles présidentielles...**comme **les anticipent aussi** les acceptations de soumettre la loi générale à la loi coutumière quand des élus du peuple imposent des horaires discriminatoires dans les piscines publiques, des menus particuliers dans les restaurants scolaires ...comme **les anticipent encore** tous ceux qui cèdent aux demandes communautaristes à l'hôpital, à l'école, dans l'entreprise...**comme les anticipent toujours** ceux qui mettent « leur tête dans le sable » quand passent les fantômes voilés d'une idéologie aliénante. On peut jeter toujours des cris d'orfraie à la face du Président en entendant ses discours, ce sont plutôt des glossements de « vierges effarouchées » quand ceux qui s'indignent ont, par ailleurs, contribué à ses textes en cédant aux revendications des églises, en apportant à celles-ci une aide financière publique, en cautionnant le communautarisme qu'elles supposent par leur mode de fonctionnement même. **Et on trouve ces « indignés » de**

posture aussi bien dans les rangs de la « droite », que dans ceux de la « gauche », de « l'extrême gauche », du « Modem » ou de « l'altermondialisme » à la mode !

**Si éclairer la stratégie présidentielle ne manque pas d'intérêt, il ne faut pas négliger la visée de la démarche :** réintroduire dans l'espace public les religions en tant que telles pour leur faire jouer un rôle déterminant sur l'espace public, c'est la **démarche inverse** de celle portée par la loi de 1905, et sa concrétisation ouvrirait la voie à un système concordataire de régulation respective des rapports entre l'Etat et les églises, toutes les églises... L'Etat ne serait plus « chez lui », les Eglises sortiraient de « chez elles » ! Au lieu de « connaître » les religions, l'Etat les reconnaîtrait comme partie intégrante du mode d'organisation et de fonctionnement de la société, en assurant avec elles une relation privilégiée, en leur donnant une fonction d'élaboration des choix économiques, sociaux, culturels, scientifiques .... en les associant à la mise en œuvre de ces choix politiques dans tous les domaines, en leur ouvrant l'accès au financement public pour leurs besoins matériels, constructifs et de fonctionnement. **A une époque où la diversité idéologique et religieuse est extrême**, « on » nous prépare une régression historique alors que le principe de laïcité devrait s'imposer irrémédiablement car lui seul permet la mise « ensemble » pour vivre en paix et sérénité, de toutes ces consciences différentes ! Catholiques, orthodoxes, protestants, évangélistes divers et autres « sectes », « scientologues » (*savez-vous que la justice espagnole vient de reconnaître la scientologie comme une religion ?*), sunnites et chiites (oublions les « courants » et « écoles »), bouddhistes... **C'est le communautarisme religieux qui nous guette, c'est l'enfermement de chacun dans sa sphère confessionnelle, sa loi privée, traditionnelle...** C'est le dépérissement de l'unité de la Nation... C'est le modèle « anglo-saxon » (à un moment où ce modèle « se casse la figure »...) dans un pays où l'Histoire a conçu un modèle qui laisse la religion à la porte du son « chez soi » individuel **pour n'avoir dans l'ensemble public que des citoyens à égalité de droits et de devoirs élaborant la loi générale qui s'imposera à tous et à tout.** L'aberration réelle du processus saute aux yeux quand on se rappelle que **1 français sur 3** avoue n'avoir aucune religion, que **la moitié de ceux qui sont de « culture catholique »** met en doute l'existence de Dieu, que, **pour 3 français sur 4**, la religion n'intervient pas dans le choix de vie !!!

**Mais la volonté de vider la loi de 1905 de sa substance :** *l'Etat assure le libre exercice des croyances et des « incroyances » en organisant la primauté de la loi générale élaborée par tous* (« **La République est UNE parce qu'elle est DE TOUS** » disait aussi Aristide Briand), est réelle dans les propos du Président de la République, urgente aussi. Car ce qui a précipité le débat, **c'est la construction politique européenne** (et la présidence française à venir) et **le futur « Traité simplifié »** qui, dans le domaine du mode de fonctionnement et d'organisation de la société, est conforme à ce qu'était le Projet de Traité Constitutionnel refusé à 55% par le Peuple de France. *La reconnaissance de l'héritage religieux de l'Europe, la reprise dans l'article 15-3 du dialogue spécifique avec les églises, la reconnaissance de l'existence de communautés organisées avec lesquelles il faut dialoguer et auxquelles il faut reconnaître des « avantages spécifiques », la charte sur les langues minoritaires et régionales...* tout cela (en particulier) nous prépare une Europe à « l'anglo-saxonne » où disparaîtra l'idée de Nation et d'unité nationale pour mettre en place des structures régionales segmentées autour de langues parlées, de communautés religieuses, de minorités confinées dans leurs caractéristiques... **Magmas informe d'intérêts étroits et conflictuels, tuant le combat politique et social commun, divisant dans d'innombrables diversités des hommes et des femmes plus facilement manipulés et contrôlés.** Sur ce point encore, le président reçoit l'appui inconscient (inconscient ? voire...) des humanitaristes, gauchisants ou non, militant pour donner, ici, des droits et des moyens aux tenants de l'islam et de ses pratiques et lois spécifiques, au prétexte que ce serait une religion « *des pauvres et des discriminés* ». ...Religion des pauvres, cette religion aux multiples « courants » portés et entretenus par les richesses pétrolières du Golfe (et d'ailleurs), par les mouvements incessants des « fonds souverains » qui se placent un peu partout dans l'économie « satanique » du Monde Occidental et pilotée par des « princes » multi-milliardaires qui n'ont de cesse de maintenir leurs peuples dans une misère intellectuelle et économique afin de mieux les dominer ?...Quelle ineptie ! S'il y a un exemple de l'assertion : « **religion, opium du peuple** », c'est bien celui-ci ! Il reste que la laïcité construite par notre peuple tout au long d'une Histoire qui se fait, dans les derniers siècles, contre l'héritage chrétien, **est un obstacle à la société construite en colonnes étanches autour de croyances, de spécificités, de lois partielles dont rêve les apôtres de l'Europe politique et libérale**... Et n'a pas été innocente l'élection d'un pape allemand en cette période cruciale de réorganisation géo-politique de la planète, dont on peut apprécier combien, aujourd'hui, il œuvre pour cette Europe-là et combien son discours permanent « *contre le laïcisme* », combien sa volonté d'asseoir la science sur la foi, sont en phase avec les initiatives des responsables politiques européens, qu'ils appartiennent au courant « conservateur » ou au courant « social démocrate », qu'ils se réclament du libéralisme ou de « l'altermondialisme »...

**La question du maintien et du renforcement du socle laïque de notre République est éminemment politique** ...et les défenseurs de cette laïcité institutionnalisée par la loi de 1905 ont le devoir de se faire entendre et d'affronter le danger avec rigueur et énergie.  ***Ils ont surtout le devoir de se retrouver par-delà les discours incongrus qui les divisent et les affaiblissent.***

**Les articles 1 et 2 de la loi sont intangibles et non négociables** , ils doivent s'appliquer entièrement et sans nuances parce que leur moindre altération conduit à l'affaiblissement de l'ensemble.

**Nous ne sommes plus en 1905 ? Justement** : il y a « pléthore » de groupes religieux et/ou sectaires et, parmi eux, 4 à 5% de notre population se rattacherait à l'islam,  ***mais le nombre de français ne se reconnaissant en aucune religion n'a jamais été aussi élevé, et la plupart des citoyens de France ne construit pas sa vie par référence à une religion.***

#### **Retour du religieux ?**

Baliverne pour nous faire accepter une modification du concept de laïcité,  
billevesée pour nous conduire vers un système concordataire,  
coquecigrue pour nous imposer le retour des églises DANS l'espace public, pour leur donner pouvoir SUR l'espace public.

Fait le 20 / 01 / 08  
Robert ALBAREDES  
[www.laic.fr](http://www.laic.fr)